

Une séquence politique qui impose une « rentrée sociale » de rupture

La double crise démocratique et politique, qui se surajoute à la crise sociale et écologique ancrée, s'est largement amplifiée depuis la dissolution de l'Assemblée nationale début juin.

La séquence ouverte par les élections législatives avait pourtant débouché sur une campagne en faveur d'une rupture politique portée par l'unité à gauche et dynamisée, de façon inédite, par l'irruption en son sein d'une partie du syndicalisme et du mouvement social. Une campagne qui avait permis au final de déjouer l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, et de placer le Nouveau Front populaire (NFP) largement en tête dans une Assemblée nationale divisée en trois blocs.

Victoire volée

Soutenu par le Medef, Macron a fait le choix du déni électoral en écartant la candidate du NFP au poste de Première ministre et de refuser la volonté populaire de rupture écologique et sociale. En lui préférant un conservateur, emblématique de « l'ancien monde », chargé d'organiser « l'alliance » des droites, le bloc bourgeois a fait le choix d'assurer la continuité de la politique néolibérale menée. Ce « nouveau » gouvernement, issu des archives chiraco-sarkozistes, se retrouve ainsi placé par Macron et les libéraux sous la menace permanente d'une extrême droite quasi normalisée. Il préfigure ainsi une politique ultra-réactionnaire compatible avec le RN. La survie de ce « front antipopulaire », soumis aux collusions entre la droite libérale et l'extrême-droite, dépend donc de la « bienveillance » de cette dernière envers la Macronie. A nous

d'utiliser cette situation pour démontrer l'imposture sociale de l'extrême droite.

10 mois pour amplifier l'espoir

La perspective d'une nouvelle dissolution dans moins d'un an, qui serait suivie rapidement d'une éventuelle élection présidentielle anticipée, est une hypothèse plus que plausible dans cette situation politique instable. La menace de l'arrivée au pouvoir, en tant que telle, de l'extrême-droite n'a pas disparu mais est temporairement repoussée. Il s'agit donc pour le syndicalisme, pour le mouvement social et les forces politiques de gauche de se projeter sur les dix prochains mois pour aborder les probables prochaines échéances électorales en meilleure posture encore qu'en juin dernier. Une projection de moyen terme, où chacun des acteurs -syndicats, mouvement social dont, en particulier, le syndicalisme que nous portons, et partis- aura sa propre partition à jouer et où la synergie entre eux, comme le travail programmatique à mener en commun, permettront d'amplifier la dynamique unitaire en faveur d'une franche rupture avec les politiques néolibérales menées depuis des années. L'espoir né en juin, permettant une première victoire électorale inespérée et partielle en juillet, ne doit pas retomber. Sans cela, le pire serait devant nous.

L'enjeu du budget

D'où l'importance de la grève interpro du 1^{er} octobre, quelques jours après la nomination d'un gouvernement symbole du déni démocratique et débordant de conservateurs et conservatrices en tout genre. Cette première mobilisation syndicale marquera le début de la

séquence budgétaire dont l'enjeu majeur sera, pour nous, de montrer la faisabilité d'un changement de politique conduisant à de réelles mesures de justice fiscale et climatique et le caractère non inéluctable d'une politique de l'offre vaguement ripolinée. L'enjeu majeur sera de montrer qu'il y a d'autres choix que l'amplification de l'austérité conduisant à dégrader les conditions de vie de la majorité de la population avec la recherche de nouvelles ressources de financement permettant au contraire de commencer à résorber cette crise sociale avec des mesures salariales dans le public (10% tout de suite) comme dans le privé et l'amorce de la nécessaire réparation des services publics.

Si nous regrettons que le cadre intersyndical soit restreint (CGT, FSU Solidaires) au vu de l'enjeu, cette journée permettra au syndicalisme de rappeler ses exigences immédiates : hausses salariales, abrogation de la loi retraites et financement des services publics. Cette journée est par ailleurs à inscrire dans une campagne au long cours et qui résonnera particulièrement avec les enjeux spécifiques des différents services publics.

Les tâches du syndicalisme

En raison de la dissolution, le gel des projets du gouvernement précédent contre lesquels le syndicalisme a bataillé, et qui constituaient

autant de mauvais coups contre les salarié·es et la population -comme la réforme de l'assurance-chômage ou celle de la Fonction publique-, ne suffit pas, pas plus que l'application partielle et parcellaire du « choc des savoirs » dans l'éducation.

Démultiplier les mobilisations jouant aussi un rôle de « liant » au sein de la société, contribuer à populariser d'autres choix portés par la justice sociale et climatique, refaire de la protection sociale un enjeu central pour revenir à une Sécurité sociale égalitaire et solidaire, résister à la mise en place de réformes contestées par un gouvernement sans légitimité politique, décrypter et analyser les mauvais coups à venir de l'alliance des droites, construire avec d'autres des perspectives de rupture et les incarner concrètement en faisant notamment vivre des collectifs dans les lieux de travail, etc., les tâches du syndicalisme, et particulièrement celui de transformation sociale, sont certes foisonnantes pour les mois à venir mais totalement indispensables.

Le syndicalisme, comme objectivement l'ensemble des salarié·es et de la population, n'ont pas d'autre alternative que de s'y engager pleinement pour sortir gagnant·es de cette séquence et éviter l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite dans moins d'un an.

Endiguer l'extrême droite

Les progrès électoraux de l'extrême droite sont notables avec plus de 10 millions de voix au premier tour des législatives et la fin du plafond de verre de strates de l'électorat qui lui étaient peu accessibles jusque-là, comme celle des retraité·es. Le travail de déconstruction et de conviction pour faire baisser sensiblement ce potentiel électoral sera indispensable au cours des prochains mois. La campagne intersyndicale pour lutter contre le racisme et l'antisémitisme sur les lieux de travail en sera un des éléments à fortement investir.

Réparer les services publics

L'urgence presse à renverser la donne et enclencher la réparation des services publics entre le licenciement simple de plusieurs centaines de contractuel·les à la PJJ, la non-réponse à la forte mobilisation exigeant un plan d'urgence pour l'école en Seine-Saint-Denis, l'état catastrophique de l'hôpital public, les scénarios de l'Inspection générale pour supprimer des milliers de postes dans l'éducation de la façon la moins « visible », la mise sous tension du service public local, outil de la cohésion sociale au quotidien, ou encore les suppressions de postes au ministère du travail (tant à l'inspection du travail qu'à France travail) avec le développement de l'intelligence artificielle. Une urgence à décliner dans une campagne d'ampleur en faveur d'une dotation exceptionnelle d'urgence pour l'ensemble des services publics.

Les populations les plus précaires, celles qui ont le plus besoin du service public, seraient les plus exposées aux conséquences de cette aggravation de la politique austéraitaire.

Résister au « choc des savoirs »

Fissurée par la forte mobilisation du printemps dernier, la réforme du « choc des savoirs » ne s'applique que de façon parcellaire à cette rentrée. Dans le second degré, la mesure phare des groupes de niveaux, symbole du tri social, est détournée en partie par les équipes enseignantes. Dans le premier degré, une première mobilisation contre la généralisation des évaluations nationales a permis d'en populariser les critiques d'un formatage des pratiques et d'un appauvrissement des savoirs enseignés.

Il s'agit d'amplifier les résistances à l'application de cette réforme rejetée par la communauté éducative.

Soutenir la mobilisation de la PJJ

La lutte du SNPES-PJJ avec trois autres organisations syndicales pour défendre les moyens et les missions éducatives de la Protection judiciaire de la jeunesse est exemplaire. Depuis le milieu de l'été elle dénonce le coup de rabot budgétaire irresponsable conduisant au non renouvellement de centaines de contractuel·les qui met les jeunes et les familles dans une situation extrêmement précaire. Cette forte mobilisation des personnels, déjà par trois fois grévistes depuis le 14 août, dénonce également la maltraitance et la précarité subies par les non titulaires de la PJJ. Largement relayée, elle est soutenue par de nombreuses autres professions de la justice des enfants (magistrat.es, avocat.es, etc....). Loin d'être anodine, cette situation montre bien, après le discours réactionnaire d'Attal à Viry-Châtillon, la volonté persistante de destruction du service public de l'éducation.

Déconstruire la culture du viol

Le procès des 51 violeurs identifiés de Gisèle Pélicot est également celui de la culture du viol comme continuum des violences sexuelles et sexistes et du système patriarcal qui la permet. Rompre définitivement le silence, déconstruire les rapports de domination, mettre en place des politiques publiques ambitieuses et volontaristes de lutte contre les VSS dont l'éducation à l'égalité et à la sexualité... des exigences à porter dans les prochaines mobilisations féministes.

Poursuivre notre engagement pour une paix juste au Proche orient

Le bain de sang et l'amas de ruines sont immenses bientôt un an après les actes terroristes du 7 octobre 2023 dont le gouvernement israélien de droite extrême fait payer le prix à toute la population palestinienne. Cette guerre semble aujourd'hui n'avoir d'autre objectif politique que la destruction complète de Gaza. La barbarie actuelle, loin d'aplanir les obstacles, les renforce. Combattre le gouvernement israélien actuel, exiger la fin des combats et la libération des otages comme des prisonnier·es politiques, est une urgence pour que le calvaire de la population civile gazaouie cesse au plus vite. C'est aussi la seule voie pour empêcher que le conflit n'embrase plus fortement encore toute la région, après que des exécutions ciblées de combattants du Hezbollah via des bipeurs vraisemblablement piégés par le Mossad aient fait 12 morts et près de trois mille blessé·es, dont des civil·es innocent·es, en terrorisant la population au Liban.

Gagner le moratoire sur l'A69

La répression ne cesse d'augmenter à l'encontre des militant·es, qualifié·es de défenseur·ses de l'environnement par le rapporteur spécial de l'ONU. Des recours sur le fond restent à être jugés. Étudier l'alternative ferroviaire pour répondre aux enjeux écologiques et sociaux comme obtenir un moratoire, c'est participer à sauver notre planète.